

8 mai 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse du Président de la République à l'issue de la réunion des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union européenne.

Bonjour à toutes et tous,

Heureux de vous retrouver avant cette dernière session que nous allons tenir avec le premier ministre MODI et pour vous rendre compte rapidement des discussions que nous avons pu avoir entre Européens hier après-midi, hier soir et ce matin. Le principal objet de ce rendez-vous de Porto était évidemment le sommet social, et le travail, les débats que nous avons eus hier après-midi avec les partenaires sociaux, la société civile européenne et l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement et des chefs de délégation qui consacrent à mes yeux ce qui est la réponse européenne à la crise que nous venons de vivre.

Je veux juste m'arrêter une seconde sur ce que nous sommes en train collectivement de faire et le comparer à ce que nous avons vécu il y a dix ans. Je pense que nous sommes en train véritablement en ce moment, de bâtir la réponse européenne à la pandémie. Il y a 10 ans, rappelez-vous, nous avons subi un choc, celui des crises financières et des crises souveraines, et nous y avons répondu par une solidarité tardive, des politiques extrêmement dures et asymétriques à l'égard de pays qui ont conduit à des programmes de privatisation, des réformes dures et plutôt des reculs de nos droits sociaux, en particulier dans un pays comme le Portugal. Les pays qui avaient été le plus attaqués, ont fait l'objet d'une solidarité européenne, mais qui est venue plusieurs années plus tard, à partir de l'été 2012 et de la politique monétaire réellement à la hauteur. Je crois pouvoir dire qu'au moment de cette pandémie, nous avons tiré les leçons de ce que nous avons appris au moment de la crise économique et financière du début des années 2010. Une réponse monétaire rapide dès avril 2020, une réponse budgétaire solidaire et ambitieuse, ce fut la relance de juillet 2020 ; et une réponse sociale conforme à nos valeurs, c'est le sommet de Porto et je dirai tout ce qu'il embarque dans le cadre du plan de relance d'ambition à cet égard.

La déclaration est explicite, mais je vois plusieurs sujets d'importance qui vont maintenant faire partie du semestre européen et donc des rendez-vous réguliers auxquels les États seront soumis. Derrière cette déclaration, on rentre vraiment dans les procédures européennes. Mais donc l'avancée sur les salaires minimaux, l'égalité femmes-hommes, le droit individuel de formation, le droit des travailleurs de plateformes sont autant de sujets que nous n'avons pas simplement mis sur la table, mais inclus dans le processus de travail économique et social de l'Union européenne.

Au-delà de cette conférence et de ce sommet, il y a évidemment tout notre agenda économique et social, celui que nous avons poussé depuis maintenant près de 4 ans avec de vrais acquis : le renforcement d'Erasmus+, l'encadrement du travail détaché, la lutte contre ses abus, la mise en place d'une autorité européenne du travail, pour ne citer que quelques exemples. Puis, il y a tout ce que nous voulons poursuivre en vue de la présidence française de l'Union européenne. Je pense à la directive sur les salaires minimaux. Je pense à la protection des travailleurs des plateformes ; la France a pris une disposition là-dessus il y a quelques semaines, nous allons le poursuivre en vue de notre présidence. Je pense aussi à la gouvernance durable des entreprises sur laquelle le sommet de Porto marque une avancée, mais qui, à mes yeux, devra se renforcer dans le cadre de ce que nous allons préparer pour la présidence française. Au-delà de ces sujets, je crois que notre ambition commune est aussi d'avoir une politique renforcée à l'égard de notre jeunesse. Nous l'avons longuement évoqué hier. Le droit individuel à la formation, cette ambition économique et sociale, c'est aussi prendre en compte le fait que notre jeunesse est celle à laquelle nous avons demandé le plus d'efforts pour faire face à la crise et celle qui a besoin d'une réponse économique et sociale ambitieuse pour ne pas être la victime des conséquences de la pandémie en étant touché au premier chef par le chômage. Donc relance économique forte dans des secteurs d'avenir, formation initiale et continue sont les piliers de cette réponse pour notre jeunesse, c'est ce que nous faisons dans le cadre du plan de relance français, c'est ce que nous poussons au niveau européen avec aussi la définition d'un espace européen de la jeunesse.

Nous avons également évoqué plusieurs sujets d'intérêt généraux sur lesquels nous reviendrons le 25 mai prochain en particulier la Russie ou le Brexit sur lequel j'ai demandé qu'un point détaillé puisse être fait, c'est-à-dire sur la mise en œuvre de l'ensemble des accords que nous avons signés

une sur la mise en œuvre de l'ensemble des accords que nous avons signés.

La discussion d'hier soir a permis aussi d'avancer sur le suivi de l'épidémie. Notre politique de vaccination en Europe et à l'international, la confirmation des achats de doses pour les prochains mois, comme des perspectives de nouveaux vaccins.

Dans un instant, nous retrouverons le premier ministre MODI pour évoquer là aussi notre relation stratégique avec l'Inde et toutes ses composantes.

Je profite de cette expression et de ce point rapide pour également me réjouir de la décision américaine qui a été notifiée ce matin de nous rejoindre dans le cadre de l'appel de Christchurch. Vous vous en souvenez peut-être, mais il y a presque deux ans, avec la Première ministre ARDERN, après les terribles attentats de Christchurch, nous avons organisé la réponse internationale. Elle s'était tenue à Paris et cet appel de Christchurch pour supprimer les contenus terroristes et l'extrémisme violent en ligne avait donné lieu à une réponse inédite. Plusieurs gouvernements de tous les continents, des associations et des entreprises s'étaient joints pour avancer dans ce sens avec de vrais résultats comme la fameuse Golden Hour pour le retrait des contenus terroristes en ligne qui aujourd'hui, a été d'ailleurs actée par un texte européen il y a encore quelques semaines. Presque deux ans après, les États-Unis ont décidé de nous rejoindre et je m'en félicite. Nous sommes désormais 52 États, la Commission européenne, 10 grandes entreprises et plateformes de l'internet mondiale et plusieurs dizaines d'associations de la société civile. Nous tiendrons la semaine prochaine le sommet des deux ans, le 14 mai, où nous mettrons en place un programme ambitieux sur lequel nous avons beaucoup travaillé avec la Première ministre ARDERN mais qui nous permettra d'aller plus loin contre ces contenus haineux et cette violence en ligne, avec en particulier un travail accru sur le rôle des algorithmes dans le cadre de cette diffusion des discours de haine. Voilà ! Je souhaitais aussi pouvoir marquer, en tout cas, ce temps important lié à la décision américaine de nous rejoindre. Je vais maintenant répondre aux questions que vous posez.